



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Amérique andine et plateau des Guyanes

Une publication du SER de Bogota

En collaboration avec les SE de Lima, de Caracas et de l'antenne du SER à Quito

Semaine du 5 décembre 2025

FOCUS - ENTRE PERTE D'INFLUENCE ET POLITIQUES AFFINITAIRES, WASHINGTON SE REINTERESSE AUX PAYS ANDINS OU LA CHINE A DEJA FAIT SON NID 2

Bolivie 3

Le président annonce la suppression des droits de douane pour les produits technologiques non produits par la Bolivie. 3

Colombie 3

L'indice agrégé de productivité totale est arrêté à 0,91 % au T3 2025. 3

La contraction de l'investissement caractérise la Colombie. 3

La production de café chute de 10 % en octobre, marquant le début d'un déclin. 4

La croissance devrait atteindre 2,8 % en 2025 mais le déficit atteindrait 6,2 % du PIB. 4

Équateur 4

Le déficit budgétaire se creuse à nouveau en 2025, compliquant la trajectoire présentée dans le budget 2026 récemment approuvé. 4

Renforcement du soutien multilatéral à l'Équateur. 5

Chute de la production pétrolière en novembre. 5

Guyana 5

La production de pétrole a atteint 841 000 barils par jour en octobre. 5

Pérou 6

Le paysage de la génération électrique au Pérou se transforme. 6

L'OCDE relève ses perspectives de croissance du Pérou en 2025 et 2026. 6

L'investissement public atteint des records en novembre 2025. 6

Suriname 7

Le FMI souligne le besoin de continuer à réformer le pays 7

Venezuela 7

Le gouvernement vénézuélien fait appel de la vente de Citgo. 7

Focus - Entre perte d'influence et politiques affinitaires, Washington se réintéresse aux pays andins où la Chine a déjà fait son nid

En 2024, avec 78 Md\$ d'échanges, les États-Unis étaient le second partenaire commercial des pays andins représentant 22 % des échanges globaux de la zone, détrônés de peu par la Chine (22,8 %) mais devant l'Union européenne (11,6 %). Washington est le 1^{er} fournisseur de l'Équateur, de la Colombie et du Venezuela, le 2^e du Pérou et le 5^e de la Bolivie, derrière la Chine. L'UE est le 3^e partenaire de ces pays. Côté exportations, les États-Unis occupent les mêmes positions, à l'exception du marché bolivien où ils ne sont que le 12^e client.

Cette relation commerciale est marquée par un déficit pour les pays andins. En 2024 les États-Unis ont affiché un excédent commercial de +1,7 Md\$ sur l'ensemble de la région, contre +9,7 Md\$ pour la Chine, et -3,9 Md\$ pour l'UE qui est la seule à accuser un déficit. Par pays, seul le Venezuela se distingue en affichant un excédent commercial de +2,1 Md\$ avec les Etats-Unis, grâce à ces ventes de pétrole (95 % de ces exportations vers les États-Unis). Quant à la Colombie, elle affiche le déficit commercial le plus élevé de la zone andine (-1,7 Md\$) car 75 % de ses exportations vers les États-Unis se concentrent sur quatre produits à faible valeur ajoutée : hydrocarbures bruts (42 %), fleurs (13 %), pierres et métaux précieux (11 %), café (9 %). De même, les autres pays andins exportent en majorité des matières premières à faible voire sans valeur ajoutée. A l'inverse, les États-Unis exportent surtout des produits manufacturés, biens d'équipement et hydrocarbures raffinés. Cette asymétrie dans la structure des échanges limite les bénéfices économiques pour les pays andins.

La position des États-Unis s'érode lentement au profit de la Chine. Les États-Unis demeurent le 1^{er} investisseur étranger dans la région andine, les IDE étant concentrés dans les secteurs de l'énergie, du tourisme et du commerce. Néanmoins, la montée en puissance des IDE chinois est palpable : entre 2022 et le S1 2025, le Pérou a concentré 16 % de la valeur des IDE chinois dans les infrastructures en Amérique du Sud et la Colombie en a concentré 10 %. Suite à l'annonce de l'adhésion de la Colombie aux Nouvelles routes de la soie en mai 2025, les cinq pays andins font désormais partie intégrante de cette initiative chinoise.

Les relations des États-Unis avec les pays de la région divergent. Les tensions avec les pays andins se cristallisent essentiellement autour des questions sécuritaires et des narcotrafics. Les États-Unis ont ainsi renforcé leur présence militaire dans les Caraïbes mettant sous pression le régime de N. Maduro au Venezuela, dans l'objectif affiché de lutter contre le trafic de drogue. De même, la Colombie a été décertifiée le 15 septembre et le président Petro a été ajouté à la liste des personnes sanctionnées par l'OFAC. Pour autant, les relations s'améliorent avec des gouvernements plus affinitaires. Rodrigo Paz a rétabli les relations diplomatiques de la Bolivie avec les États-Unis, ce qui pourrait faciliter le retour de capitaux américains et relancer la coopération bilatérale. L'Équateur a, pour sa part, annoncé un accord de commerce réciproque le 13 novembre afin de réduire ou supprimer les droits de douane sur des secteurs stratégiques pour les États-Unis (machineries, santé, TIC, etc.) en échange d'une suppression d'une surtaxe de 15 % appliquée par Washington à de nombreux produits (café, cacao, banane).

Bolivie

Le président annonce la suppression des droits de douane pour les produits technologiques non produits par la Bolivie.

Le président Rodrigo Paz a annoncé la suppression de tous les droits de douane sur les produits technologiques non produits sur le territoire national. La mesure vise à limiter la contrebande actuelle de téléphones et d'ordinateurs. Les produits importés devront être enregistrés mais ne seront pas soumis à taxation.

Colombie

L'indice agrégé de productivité totale est arrêté à 0,91 % au T3 2025.

L'indice de productivité totale était de 0,91 % au T3 2025 selon l'institut statistique colombien (DANE). En 2024, elle avait atteint 1,36 %. Dans le détail, la productivité du travail par heure travaillée a augmenté de 0,57 % avec une contribution négative du capital (-0,14 %). La productivité du travail par personne employée a, elle, diminué de -0,32 %, en particulier du fait de la baisse du nombre d'heures travaillées par employé.

Cet indicateur est clef pour la détermination de la hausse du salaire minimum. Les autres indicateurs pris en compte sont ceux du marché du travail (taux d'activité, taux de chômage, informalité) et l'inflation. A ce stade, la hausse annoncée par les autorités du salaire minimum est de 10,9 %, pour atteindre 476 \$ (1,8 M COP ; cf. [Brèves semaine 46](#)).

La contraction de l'investissement caractérise la Colombie.

L'investissement colombien peut être distingué en trois périodes selon une étude de Fedesarollo. Le premier cycle d'expansion de 2005 à 2015 a vu l'investissement passer de 21 % à 23,4 % du PIB, porté par la stabilité macroéconomique, le prix des commodities et la confiance des entreprises. La deuxième phase de stabilisation entre 2016 et 2019 se caractérise par un niveau d'investissement proche de 21,6 % du PIB. La troisième phase, à partir de 2020, est celle d'un faible niveau d'investissement, à 16,1 % du PIB au S1 2025. Cette baisse a été particulièrement tirée par les postes « logements » et « autres bâtiments et structures » qui ont enregistré des contractions annuelles de 0,9 % et 5,9 % respectivement entre 2020 et 2025.

Le recul des secteurs liés à la construction est dû à une hausse des coûts des intrants (acier, ciment, asphalte, béton) qui a limité la mise en œuvre de projets. De plus, l'incertitude réglementaire et les limites de la capacité d'exécution du secteur public persistent et limitent l'investissement. Le gel des tarifs des péages en 2023, les annonces d'une modification des *vigencias futuras*¹ et la suppression des subventions à la construction de logement du programme *Mi Casa Ya* ont particulièrement participé à ce phénomène.

La baisse de l'investissement caractérise la Colombie, comparée aux autres grandes économies d'Amérique latine. Alors que l'investissement est en-dessous de 9,8 % de son niveau pré-pandémie, il le dépasse de 19,3 % au Brésil, de 16,3 % au Mexique et de 14,2 % au Chili.

En moyenne, entre 2005 et 2025, l'investissement privé a représenté 85 % de l'investissement total. L'investissement privé représentait ainsi entre 17 % et 22 % du PIB

¹ Les *vigencias futuras* sont un outil budgétaire permettant de garantir le financement de l'État au-delà d'une année. Elles limitent la capacité de l'État à

réarbitrer son budget : le ministre des Finances a ainsi communiqué son intention d'en reporter plusieurs portant sur 2025.

entre 2005 et 2019. Néanmoins, il s'est établi à 13,4 % en 2022, son niveau le plus faible en 20 ans. L'investissement public s'est également détérioré : il représente en moyenne 4 % du PIB sur la période mais seulement 2,1 % au T1 2025. Pour les seules infrastructures routières, l'ANIF estime qu'un investissement annuel de 1,1 % du PIB est nécessaire pour combler les lacunes des infrastructures actuelles.

La production de café chute de 10 % en octobre, marquant le début d'un déclin.

La production de café a connu une baisse de 10 % en g.a., marquant une inflexion après une année de production record. Cette baisse est due à de mauvaises conditions climatiques au T1 2025. Entre octobre 2024 et septembre 2025, la production de café a atteint 14,9 M de sacs, un montant record. Sur l'année courante, la production a atteint 11,2 M de sacs (+7 % en g.a.).

Les États-Unis ont levé les droits de douane de 10 % sur le café colombien. Si cette suppression rétablit des conditions favorables, elle s'accompagne également d'une suppression des droits de douane sur le café brésilien, jusqu'à 40 %, qui donnaient un avantage comparatif à la Colombie.

La croissance devrait atteindre 2,8 % en 2025 mais le déficit atteindrait 6,2 % du PIB.

Le comité autonome de la règle budgétaire (CARF) estime que le déficit budgétaire atteindra 6,2 % du PIB en 2025. Le déficit primaire devrait atteindre 3 % du PIB. Cette estimation ne tient pas compte des déclarations récentes de la direction des impôts et des douanes (DIAN) à propos du non-respect de l'objectif de recouvrement (-2,9 Md\$; 11 000 Md COP).

Dans le même temps, l'OCDE a revu à la hausse ses prévisions de croissance de 2,5 % à 2,8 % pour 2025 et 2026. Le président Petro, pour sa part, signale qu'il pourrait déclarer l'état d'urgence économique, qui lui

permettrait de passer des réformes économiques par décret, si le Congrès n'approuve pas la réforme fiscale actuellement discutée de 4,3 Md\$ (16 300 Md COP).

Indicateurs	Variation hebd.	Variation en g.a.	Ce jour
Bourse (COLCAP)	2,6%	51,0%	2106
Change USD/COP	0,5%	-15,3%	3755
Change EUR/COP	1,2%	-6,0%	4382
Prix du baril (Brent, USD)	-1,0%	-13,2%	62,73

Équateur

Le déficit budgétaire se creuse à nouveau en 2025, compliquant la trajectoire présentée dans le budget 2026 récemment approuvé.

Fin novembre 2025, le déficit atteignait 3,4 Md\$, s'établissant à un niveau plus important que celui de 2024, sous l'effet d'une forte hausse des dépenses publiques, en progression de 2 080 M USD par rapport à janvier-novembre 2024. L'ouverture de nouveaux programmes sociaux et dispositifs de compensation en année électorale a neutralisé les gains obtenus en 2024, tandis que le recul des revenus pétroliers alimente également la détérioration du solde. Le déficit pourrait ainsi atteindre 5,6 Md\$ fin 2025 (4,3 % du PIB), retrouvant un niveau proche de 2023.

Cette dynamique complique la trajectoire de 2026 : le budget adopté ce samedi par l'Assemblée fixe 46,3 Md\$ de dépenses et de recettes, et repose sur un déficit projeté de 5,4 Md\$, nécessitant 16,1 Md\$ de financements, alors même que les besoins se creusent et que l'accès aux marchés internationaux demeure hypothétique. Ce cadre renforce la dépendance aux bailleurs (et la nécessité de bénéficier de conditions concessionnelles) et souligne l'urgence d'un pilotage strict de la dépense pour restaurer une trajectoire soutenable.

Renforcement du soutien multilatéral à l'Équateur.

Le 2 décembre 2025, le FMI a conclu la quatrième revue du programme de service élargi (EFF) signé en 2024, confirmant le respect de l'ensemble des critères quantitatifs et ouvrant la voie à un décaissement de 620 M\$. L'Équateur a déjà reçu 2,7 Md\$, et ce versement porterait le total mobilisé à 3,3 Md\$ dans le cadre d'un accord global de 5 Md\$. Le Fonds souligne la résilience de l'économie, la solidité des réserves internationales et les mesures récentes de consolidation (réduction du nombre de ministères, suppression des subventions au diesel).

En parallèle, la Banque mondiale a approuvé **1,1 Md\$**, dont 900 M\$ pour soutenir la gestion fiscale et l'emploi, et 200 M\$ via une ligne contingente en cas de catastrophe. Le BID a activé une ligne de crédit conditionnel pour projets d'investissement (CCLIP) de 1 Md\$, en approuvant une première opération de 300 M\$ (dont 30 M\$ avec des conditions concessionnelles) destinée à moderniser le système électrique et à étendre l'accès à l'énergie, notamment en Amazonie.

Ces financements, majoritairement concessionnels, réduisent la pression sur un marché obligataire encore difficile d'accès. Ils interviennent toutefois alors que le service de la dette atteindra 12,8 Md\$ en 2026, ce qui renforce la nécessité d'un ajustement budgétaire crédible pour préserver la soutenabilité des finances publiques.

Chute de la production pétrolière en novembre.

La production pétrolière de l'Équateur a de nouveau reculé en novembre 2025, tombant à **467 800 barils/jour**, soit -1,65 % sur un mois et -2 % sur un an, s'éloignant de l'objectif officiel de 500 000 barils/jour en décembre. Ce résultat s'explique par une série d'incidents dans les champs Auca et Sacha, dont une

panne électrique le 25 novembre ayant entraîné l'arrêt temporaire de 220 puits et perturbé l'activité dans d'autres installations.

Ces interruptions s'ajoutent à une dégradation structurelle : investissements en exploration-production en baisse de 84 % sur janvier-octobre (soit une baisse de 255 M\$), projets reportés, vulnérabilité persistante des oléoducs (SOTE public et OCP privé), ainsi qu'une instabilité managériale (sept dirigeants en deux ans). La production a même atteint un plancher de 402 173 barils/jour le 18 novembre. En aval, la raffinerie d'Esmeraldas fonctionne à seulement 74 % de ses capacités en raison des dommages causés par l'incendie de mai, pesant sur l'ensemble de la chaîne pétrolière. La stagnation de la production et le recul des recettes pétrolières risquent de compliquer la trajectoire budgétaire de 2026, renforçant l'urgence d'une amélioration de la gestion opérationnelle du secteur.

Guyana

La production de pétrole a atteint 841 000 barils par jour en octobre.

La production de pétrole (offshore) a atteint **841 000 barils par jour (bpj) en octobre**. Cette production a été réalisée sur les quatre développements du bloc Stabroek. Dans le détail, le projet *Yellowtail* a atteint 203 000 bpj en octobre (+51,5 % par rapport au mois de septembre). Début novembre, la production a encore augmenté et s'est établi à 250 000 bpj. Les autres développements ont atteint respectivement 128 000 bpj (*Liza 1*), 263 000 bpj (*Liza 2*) et 248 000 (*Payara*). Selon une étude norvégienne, la production pétrolière du Guyana demeure compétitive dans un contexte de baisse des prix du pétrole (62,8\$ actuellement) avec un seuil de rentabilité estimé à 40\$/baril de Brent.

Pérou

Le paysage de la génération électrique au Pérou se transforme.

Selon le COES, organe de coordination du système électrique péruvien, le secteur électrique est en recomposition, avec un top 3 actuellement composé de Kallpa (part de marché de 21 % ; génération : 54,7 GWh), Engie (part de marché de 16 % ; génération : 50,6 GWh) et Orygen (part de marché de 15 % ; génération : 49,2 GWh).

Kallpa, premier producteur national, fait l'objet d'un processus de vente engagé depuis trois ans par son propriétaire Inkia Energy. Plusieurs groupes internationaux, par exemple Grupo México, Grupo Energía Bogotá, Colbún ou le fonds canadien Cppib, ont achevé la due diligence et préparent des offres. La conclusion de l'opération est envisagée entre fin 2025 et début 2026, sous réserve de l'autorisation de l'Indecopi, autorité péruvienne de la concurrence.

L'entreprise Orygen connaît également un changement majeur. L'entreprise péruvienne Grupo Romero, conglomérat diversifié (retail, logistique, énergie, services financiers...) et présent dans l'énergie depuis 2023, a annoncé un accord pour l'acquérir pour plus de 2 Md\$. Orygen dispose d'un portefeuille diversifié incluant hydroélectricité, thermique, éolien et solaire. La transaction doit également être validée par l'Indecopi. Ces évolutions modifieront la configuration concurrentielle du secteur.

L'OCDE relève ses perspectives de croissance du Pérou en 2025 et 2026.

L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a relevé ses perspectives de croissance pour le Pérou dans son dernier *Economic Outlook*. Elle prévoit désormais une hausse du PIB de 3,1 % en 2025, soit 0,3 point de plus que son

estimation précédente. Pour 2026, année électorale, la croissance attendue atteint 2,8 %, en hausse de 0,2 point par rapport à la projection antérieure. Cette révision repose sur la maîtrise de l'inflation à des niveaux faibles, des prix élevés du cuivre (vedette des exportations péruviennes), l'avancement de projets d'infrastructure et des mesures de simplification réglementaire.

Pourtant, l'organisme identifie plusieurs risques internes : incertitude politique préélectorale, possibles protestations sociales et retards dans les grands projets d'investissement. Du côté des risques externes, les principaux concernent le ralentissement de l'économie chinoise et la possibilité d'une baisse des prix du cuivre. Enfin, l'OCDE souligne que, malgré la reprise de la consolidation budgétaire, des efforts supplémentaires seront nécessaires pour garantir la soutenabilité de la dette publique, notamment une réforme fiscale et le meilleur contrôle des dépenses.

L'investissement public atteint des records en novembre 2025.

Selon le ministère de l'économie et des finances (MEF), entre janvier et novembre 2025, l'investissement public au Pérou aurait atteint près de 14,6 Md\$, soit une hausse de 5 % par rapport à la même période l'an dernier et le niveau le plus élevé de la dernière décennie. Cette dynamique s'appuie sur des projets destinés à combler les « brechas », les principales lacunes en infrastructures et en services publics du pays.

Les investissements se concentrent sur des secteurs clés tels que le transport, l'assainissement, la santé, l'éducation et la sécurité citoyenne, afin de renforcer le bien-être social et la croissance économique. Selon la ministre de l'Économie, Denisse Miralles, l'objectif est d'accélérer le développement dans tout le pays et de garantir que les projets

prioritaires répondent réellement aux besoins de la population.

Suriname

Le FMI souligne le besoin de continuer à réformer le pays

Le FMI souligne une dégradation en cours de la situation économique du Suriname: le dollar surinamais (SRD) se déprécie (-8 % depuis début 2025) et l'inflation a atteint 11,9 % en octobre. Le FMI prévoit une croissance de 2,7 % pour 2025 et de 3,7 % pour 2026.

Selon le FMI, le Suriname doit renforcer sa politique budgétaire en 2026 et 2027 afin de réduire les pressions sur l'inflation et les taux de change. En particulier, le Fonds souligne le besoin de professionnalisation de la collecte des impôts et accises. La mission recommande un plan quinquennal avec des plafonds de dépenses et de dette. Enfin, concernant la corruption, le Fonds souligne le besoin de mise

en œuvre de nouvelles lois sur les marchés publics et la lutte contre la corruption.

Venezuela

Le gouvernement vénézuélien fait appel de la vente de Citgo.

Les avocats représentant le Venezuela, ainsi que Citgo Petroleum et ses sociétés mères, ont interjeté appel le 1^{er} décembre devant la Cour d'appel des États-Unis afin **d'obtenir l'annulation de la décision autorisant la vente de PDV Holding, la société mère de Citgo**.

La décision autorisant la vente de Citgo est intervenue le 29 novembre aux États-Unis. **Le marché a été attribué, par vente aux enchères, à Amber Energy**, filiale d'Elliott Investment Management, pour un montant de 5,6 Md\$. Pour rappel, le lauréat de cette vente aux enchères doit être approuvé par l'Office of Foreign Assets Control (OFAC) du Département du Trésor.

Aide-mémoire : indicateurs macroéconomiques

	Population (M)	PIB à prix courants (Md\$)	PIB/hab. à prix courants (M\$)	Croissance du PIB (% du PIB)		Compte courant (% du PIB)	Dette publique brute (% du PIB)	IDH (rang mondial)		Inflation (%)
	2025 p.	2025 p.	2025 p.	2024	2025 p.	2025 p.	2025 p.	2023	Variation par rapport à 2022	Variation en fin de période, 2025 p.
Bolivie	12,4	57,1	4,6	0,7	0,6	-3,3	93,7	108	+5	26,2
Colombie	53,1	438,1	8,2	1,6	2,5	-2,3	58,9	83	+2	4,4
Equateur	18,1	130,5	7,2	-2,0	3,2	4,9	53,7 (2024)	88	+1	3,6
Guyana	0,8	25,1	31,4	43,6	10,3	7,9	29	89	+6	4,3
Pérou	34,4	318,5	9,3	3,3	2,9	1,7	32,1	79	0	2,0
Suriname	0,7	4,5	6,8	3,0	2,7	-33,4	89,1	114	+2	10,6
Venezuela	26,7	82,8	3,1	5,3	0,5	4,2	164,3 (2024)	121	0	548,6
Argentine	47,6	683,4	14,4	-1,3	4,5	-1,2	78,8	47	0	28,0
Brésil	213,4	2 257,0	10,6	3,4	2,4	-2,5	91,4	84	+2	4,9
Chili	20,2	347,2	17,2	2,6	2,5	-2,5	42,7	45	0	3,7
Mexique	133,4	1 862,7	14,0	1,4	1,0	-0,2	58,9	81	+3	3,7

Source : FMI, WEO, octobre 2025

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique Régional de Bogota.

jacques.robin@dgtrésor.gouv.fr, sebastien.andrieux@dgtrésor.gouv.fr

Rédaction : Constance ANDRIEU, Justine BULTEL, Jacques ROBIN, Victoria SEIGNEZ.

[Abonnez-vous en cliquant sur ce lien](#)